

Projet RECOSOC

Renforcement de la Résilience et de
la Cohésion Sociale dans les zones
frontalières du Niger et du Tchad



1. SYNTHÈSE

Dans le cadre de sa stratégie de mise en œuvre, le projet RECOSOC (Renforcement de la Résilience et de la Cohésion Sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad) a élaboré une approche sensible aux conflits, laquelle sera éclairée par International Alert par le biais d'analyses régulières. C'est ainsi qu'une étude des perceptions de la sécurité a été conduite auprès des populations des régions de Diffa et Agadez (Niger) et des provinces du Lac et du Kanem (Tchad). Cette étude contribue à une meilleure compréhension du contexte local et de la dynamique des conflits en vue de l'analyse guidée par les données, ce qui permettra de garantir des interventions adaptées en conséquence.

L'étude des perceptions cherche à comprendre les mécanismes de résolution des conflits les plus utilisés ainsi qu'à repérer les acteurs de la paix influents au niveau local. Les enseignements tirés des résultats permettront d'adapter les différentes activités du projet RECOSOC pour qu'elles puissent contribuer au renforcement de la cohésion sociale.

2. MÉTHODOLOGIE ET CONTEXTE

Cette étude qualitative a été menée au moyen de groupes de réflexion, d'entretiens individuels (KII) et d'observation directe sur le terrain. La collecte des données s'est concentrée dans les régions de Diffa et d'Agadez au Niger et dans les deux (2) provinces, Lac et Kanem, au Tchad. Au total, 47 entretiens individuels et 45 groupes de réflexion ont eu lieu dans 7 communes, dont quatre (4) au Niger et trois (3) au Tchad.

La crise du bassin du lac Tchad est le résultat d'une multitude de facteurs, notamment des conflits armés impliquant des groupes non étatiques, des niveaux extrêmes de pauvreté, un sous-développement persistant et des chocs climatiques qui ont entraîné des déplacements massifs de population. Ces déplacements de population sont dus à des causes naturelles, dont l'assèchement du bassin du lac Tchad et la raréfaction des terres agricoles et pastorales. À ces causes naturelles s'ajoutent les attaques meurtrières et à grande échelle perpétrées par des groupes armés non étatiques comme Boko Haram. La présence de ce groupe fait peser une réelle menace sur la population riveraine du bassin du lac Tchad, d'où la série de conflits impliquant une pluralité d'acteurs traversés par la région. Souvent antérieurs à « la crise », ces conflits ont été exacerbés par ses effets, mais aussi par les conséquences de sa gestion militaire et des mesures répressives qui ont été prises. De nouveaux facteurs de tension sont également apparus, fragilisant, dans une certaine mesure, les systèmes traditionnels de cohésion et les mécanismes endogènes de gestion des conflits. Cette étude vise à faire en sorte que les interventions du projet RECOSOC tiennent compte des différentes dynamiques sociales dans le bassin du lac Tchad. L'émergence de divers facteurs directs et indirects nécessite une compréhension détaillée des dimensions régionales. Cela permettra de définir une approche globale et des solutions adaptées à l'environnement dans le but d'assurer la sécurité, la paix et la cohésion sociale pour le bien-être de cette population.

Cette étude a permis de comprendre, entre autres, les prérogatives des groupes d'intérêt en matière de résolution de conflits, les différents processus, les solutions possibles en cas de conflit et leur perception de l'évolution du contexte sécuritaire.

3. RÉSULTATS CLÉS

» Perception de la sécurité dans l'esprit de la population

Il s'agit en un premier temps de définir la notion de sécurité dans la zone d'étude, de comprendre le contexte sécuritaire actuel et de cerner comment la sécurité est perçue dans l'esprit des participants. Globalement, même si le ressenti varie d'une zone géographique à une autre, la possibilité de mener des activités dans la paix et la liberté de mouvement semble être un aspect fondamental de la sécurité.

Selon un participant :

« La sécurité c'est tout simplement vivre en paix. C'est dormir paisiblement, exercer des activités économiques jour et nuit sans crainte. C'est la vie en communauté sans peur ni restriction de liberté. C'est vivre sans [Boko Haram]. »

Au-delà de la protection physique, la sécurité est une combinaison d'éléments. Selon les participants, la sécurité pourrait être une question d'absence de danger, d'absence de conflit, de liberté de mouvement, de paix dans la zone, d'absence d'attaques par des groupes armés. En revanche, si les forces de défense et de sécurité (FDS) sont pour certains un gage de sécurité, elles représentent pour d'autres une cible potentielle et donc un danger. Dans l'ensemble, la population sondée dans le cadre de l'étude se sent en sécurité malgré les incidents enregistrés dans leurs zones respectives. Cette perception globale de la notion de sécurité, même en tant que faisceau de facteurs transversaux, reste dynamique et spécifique.

» Perception du contexte sécuritaire des régions/provinces cibles dans l'esprit de la population

La situation sécuritaire dans les régions couvertes par l'étude est instable et imprévisible. Elle est en constante évolution et le contexte peut rapidement virer à la terreur. C'est pourquoi la situation est vécue différemment selon les localités. Les données collectées et traitées dans les régions de Diffa au Niger et du Lac au Tchad révèlent un sentiment d'insécurité de la part de la population. Pour les répondants de ces régions, la présence des groupes Boko Haram et État islamique perturbe leur tranquillité et leur sentiment de sécurité. Leur activité économique et leur mobilité en sont entravées

Cette insécurité est exprimée par le chef d'un des villages sondés au Tchad comme suit :

« (...) notre lieu privilégié pour l'agriculture est le bassin du lac situé à 3 km de notre village, mais nous ne pouvons pas y accéder. Les FDS nous en empêchent en raison de la présence d'éléments de Boko Haram. À cela s'ajoute la menace de Boko Haram de nous tuer dès qu'ils nous voient dans le lac, car ils nous accusent de collaborer avec l'État. »

Dans la région d'Agadez, la présence de groupes armés non étatiques est limitée. Cette région n'a connu que peu d'attaques de grande ampleur par des groupes extrémistes depuis les rébellions armées des années 1990 et 2007. La situation sécuritaire y est davantage caractérisée par le banditisme armé, le trafic illicite transfrontalier (stupéfiants, drogues, armes) et la criminalité autour de la gestion des ressources naturelles (l'extraction d'or) et de la migration. À Tabelot, un agent des forces de l'ordre confirme ces hypothèses lors d'un entretien :

« (...) les vols dans les concessions et les jardins, les viols de jeunes filles et de femmes, la circulation d'armes, la circulation de stupéfiants et leur consommation par les jeunes caractérisent notre situation sécuritaire. »

» Perception des forces de défense et de sécurité dans l'esprit de la population

Cette section cherche à comprendre la relation de collaboration qui existe entre les forces de sécurité et les communautés. Il ressort de cette étude qu'elles sont relativement cordiales et que la sécurité est revenue grâce à la présence des FDS. Ce ressenti n'est toutefois pas le même d'une région à l'autre, comme en témoignent les échanges avec les répondants.

Dans la région de Diffa (Niger), par exemple, le climat est plutôt apaisé entre la population et les FDS. Les interventions des FDS dans la zone de Bosso (région de Diffa) ont eu un impact très positif. On observe aussi un grand changement dans la capacité de la population à mener ses activités quotidiennes sans crainte. Les personnes interrogées déclarent se sentir en sécurité et jugent plutôt parfait le niveau de confiance vis-à-vis des FDS.

On constate une bonne qualité de communication, de mobilisation et d'écoute mutuelle entre la population et les FDS. Les interventions militaires de ces dernières années ont contribué à renforcer la collaboration avec la population. L'existence de Radio Bouclier à Diffa (une radio créée par les militaires américains), dont le rôle est de dénoncer les cas suspects et de sensibiliser la population pour qu'elle s'éloigne du groupe Boko Haram, joue un rôle important dans l'amélioration de la collaboration avec les FDS, par exemple. C'est ce qu'explique un participant des forces de l'ordre à Bosso, dans la région de Diffa :

« Chaque fois que la population a connaissance d'une situation suspecte, elle nous en informe et nous intervenons. Nous tenons aussi parfois des réunions avec leurs dirigeants, notamment avec le chef de canton. Nos interventions ont permis de réduire les attaques de Boko Haram. Le groupe attaquait régulièrement les positions militaires avant 2019, mais il est désormais affaibli. »

On constate en revanche que la population a moins de contacts avec les forces de défense et de sécurité dans la province du Lac au Tchad. La plupart des acteurs interrogés ne sont pas satisfaits des interventions des forces de sécurité. Ils soulignent que leurs interventions sont insignifiantes ou qu'elles attendent qu'une attaque de groupes armés ou un conflit intercommunautaire ait lieu pour intervenir. Il est à noter que le contact entre la population et les FDS n'a pas été facile faute de communication et d'initiatives visant à informer la population sur leur contribution à la sécurisation du territoire. La stigmatisation de certaines communautés crée également un climat de méfiance envers les FDS.

» Perception des mécanismes/structures de prévention et résolution des conflits dans l'esprit de la population

Au Niger comme au Tchad, les chefs traditionnels sont en première ligne de la résolution des conflits et du maintien de la cohésion sociale. En cas de conflit ou de contestation, la population s'adresse directement aux chefs traditionnels ou au conseil des sages avant de saisir la justice si nécessaire.

Dans l'esprit de la population, la justice moderne est en effet synonyme de répression, d'incarcération, de victimisation, de dépenses d'argent et de lenteurs de traitement.

Le rôle de conciliation de la chefferie traditionnelle au Niger est officiellement reconnu dans la loi portant sur son statut. Ce sont aussi les chefs de village ou de tribu qui président les commissions foncières de base et signent les actes qu'elles délivrent. La loi leur donne compétence en première instance en matière coutumière, civile et foncière.

Au Tchad, les autorités coutumières disposent également d'un statut juridique et d'un pouvoir de conciliation en matière civile et coutumière. En matière administrative et policière, les autorités traditionnelles et coutumières assistent l'administration dans sa mission d'encadrement des populations. « La justice traditionnelle est la plus demandée par les populations rurales pour la résolution de conflits. Lorsque les conflits sont résolus par le biais de la justice traditionnelle, les parties prenantes ont toutes tendance à accepter et à respecter le verdict, ce qui n'est pas toujours le cas avec la justice moderne. » Seule difficulté évoquée : le fait que les femmes et les jeunes ne jouissent pas des mêmes droits de succession à la terre.

4. RECOMMANDATIONS

L'analyse de l'étude des perceptions de la sécurité dans les régions du projet « RECOSOC » (au Niger et au Tchad) a permis de formuler les recommandations suivantes pour la mise en œuvre des activités du projet :

- 1. Renforcer les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits en matière de médiation communautaire et de gestion non violente des conflits**
- 2. Initier des activités conjointes entre les FDS et les civils afin de renforcer leur collaboration**
- 3. Plaider auprès de l'ambassade américaine au Tchad pour la création de radios selon l'exemple de la Radio Bouclier de Diffa**
- 4. Chercher une alternative pour l'autonomisation des communautés vulnérables**
- 5. Accorder plus d'attention à l'inclusion, à la non-discrimination et à la sensibilité aux conflits dans la programmation et la mise en œuvre des activités**
- 6. Mettre en place un mécanisme de gestion concertée des ressources naturelles, notamment des points d'eau**
- 7. Améliorer la couverture des points d'eau dans les zones pastorales par la construction effective des puits de la paix conçus par le projet**
- 8. Créer des espaces de dialogue et d'échanges intra et intercommunautaires**
- 9. Renforcer les capacités des mécanismes et des acteurs afin de favoriser la paix et la cohésion sociale**
- 10. Soutenir la reprise des activités de la caravane de la paix à Tabelot, Agadez**
- 11. Renforcer la capacité des chefs traditionnels à remplir efficacement leur rôle de réconciliation**
- 12. Renforcer la cohésion entre les éleveurs, les agriculteurs et les autorités, afin d'atténuer les sources de tension entre eux et les autres utilisateurs des ressources naturelles partagées.**